

établie au point de rétrécissement de la péninsule en Corée du Nord et que les deux provinces septentrionales resteraient, pour le moment du moins, comme une sorte de zone-frontière inoccupée. Ce plan nous paraissait judicieux et nous comptions qu'il serait exécuté.

Avec plusieurs autres délégations, y compris celle des États-Unis d'Amérique, nous avons cru qu'il fallait bien prendre garde de provoquer inutilement le gouvernement chinois de Pékin. De même avons-nous compris, cette fois comme en d'autres occasions, qu'un commandement unifié était responsable des opérations d'une armée en grande partie composée de soldats des États-Unis. Ce commandement et ces soldats supportaient le plus gros des responsabilités et soutenaient le plus fort de la bataille. Ils avaient donc pleinement le droit de prendre des décisions militaires dans les limites de l'autorisation que leur avaient donnée les Nations Unies. En cas d'erreurs, il aurait été malséant et même ingrat de proférer des critiques injustes et de mettre ainsi en lumière notre propre manque de responsabilité. Néanmoins, tous ceux d'entre nous qui ont approuvé l'intervention des Nations Unies en Corée avaient non seulement le droit mais le devoir de faire connaître nos vues au commandement unifié en prenant l'attitude que nous avons adoptée à Lake Success et dans nos rapports avec la délégation des États-Unis.

Négociations en vue de cesser le feu

... L'intervention de la Chine dans cette guerre, en Corée du Nord, intervention qui s'est intensifiée durant tout le mois de novembre, a mis brusquement en lumière le troisième des problèmes critiques que nous avons été appelés à examiner récemment. Allions-nous condamner ces actes sur le champ, en tant qu'actes d'agression, allions-nous plutôt entamer des pourparlers, sous certaines réserves, avec les communistes chinois en vue de mettre fin à ce conflit? Nous ne pouvions guère espérer en arriver à un règlement stable en Corée — la chose paraissait assez clair — sans conclure une sorte d'entente, même tacite, avec le gouvernement du peuple de Chine. Toutefois, quand le gouvernement chinois de Pékin est intervenu en force, quand ses armées ont forcé les troupes moins nombreuses des Nations Unies à reculer, à la fin de novembre, certaines gens — ce qui est bien naturel — ont demandé immédiatement que les Nations Unies prennent contre la Chine même toute mesure militaire nécessaire pour mettre fin à la guerre.

... Pour cette raison et pour d'autres encore, nous nous sommes ralliés, dès le début, à ceux qui demandaient qu'on circoncrive ou localise autant que possible le conflit de la Corée. Nous croyons que les arguments en faveur d'une telle ligne de conduite sont encore aujourd'hui bien fondés.

Si donc il s'agissait d'éviter par tous les moyens une guerre contre la Chine, une guerre que l'on ne pourrait qu'à grand peine mener à bonne fin, quelles autres méthodes restait-il pour réussir à régler le conflit coréen? Dans mon discours radiodiffusé du 5 décembre, j'exprimais ma propre conviction qu'il ne faut rien négliger de tout ce qui pourrait amener un règlement honorable et pacifique en Corée. Je disais:

Si, par exemple, en admettant que la situation militaire se stabilise, il y avait un « cessez le feu » suivi de négociations qui s'étendraient vraisemblablement à d'autres sujets que les affaires coréennes, et auxquelles participeraient les communistes chinois, on pourrait encore espérer d'en arriver à un tel règlement. Au moins, nous aurions fait notre possible, et le poids d'une faillite retomberait sur les épaules des responsables.

Dans le même discours, toutefois, je soulignais qu'un « cessez le feu » doit précéder et non pas suivre les négociations en vue de la paix, et c'est l'attitude que nous avons toujours maintenue. Je suis persuadé que chacun d'entre nous, dans ce